

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plérin

Plérin, le 28/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EUREDEN

Kéropartz
22200 Plouisy

Références : 2026.131
Code AIOT : 0005500323

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement EUREDEN implanté Kéropartz 22200 Plouisy. L'inspection a été annoncée le 15/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce contrôle a pour objectif principal de vérifier la réalisation des travaux nécessaires au respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/02/2024.

En complément, l'inspection a également vérifié la présence de dispositifs de sécurité sur les différents équipements mis en œuvre, la réalisation de la maintenance préventive et la formation à la sécurité des nouveaux personnels.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUREDEN
- Kéropartz 22200 Plouisy
- Code AIOT : 0005500323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NUTREA est spécialisée dans la production d'aliments pour animaux. Dans le cadre de ces activités, elle exploite :

- des silos de stockage en vrac de céréales soumis à autorisation au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature, pour un volume de 73000 m³,
- des installations de transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires, soumises à autorisation au titre de la rubrique 3642.

Le site a été autorisé pour l'exploitation de cette activité par arrêté préfectoral d'autorisation du 03/12/1993, complété le 20/04/2000, le 20/07/2010 et le 17/06/2021.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des stocks et FDS	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	3 mois
2	Plans	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	3 mois
7	Transporteurs à bandes	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Nettoyage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Surveillance des installations et formation du personnel	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Susceptible de suites	Sans objet
4	Equipements à	Arrêté Ministériel du	Avec suites, Mise en	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	l'origine de départ de feu	29/03/2004, article 9	demeure, respect de prescription	
5	Consigne d'exploitation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Susceptible de suites	Sans objet
6	Prévention et détection des points chauds	Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 8.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au contrôle réalisé le 11/03/2026, l'inspection a constaté que l'exploitant avait réalisé les travaux nécessaires pour la mise en conformité des installations électriques et des dispositifs de protection contre la foudre, implantés sur son site de Plouisy.

De ce fait, il est demandé à M. Le Préfet des Côtes d'Armor de lever la mise en demeure ayant été signée le 20/02/2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks et FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks et FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 11/03/2026, l'exploitant a présenté l'outil informatique qui lui permet de suivre l'état des stocks. Cet outil peut être interrogé à distance et à tout moment par les personnes autorisées à y accéder.</p> <p>L'inspection constate que les informations fournies permettent de connaître rapidement l'emplacement et les quantités de matières premières et de produits finis mais que le niveau de détail présenté peut rendre difficile la lecture de ce document en situation accidentelle.</p>

<p>L'exploitant ne dispose pas de document qui présente les stocks de matières combustibles non classées.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a également indiqué que les FDS étaient disponibles sur un cloud dédié, au service achat/formulation de l'entreprise. En particulier, ces documents sont consultables à tout moment par les personnels ayant les droits d'accès.</p> <p>En séance, l'exploitant a présenté à l'inspection la FDS du produit « Nutri oligo F25 ».</p> <p>Sur site, l'exploitant a fait le choix de ne pas mettre à disposition des personnels la totalité de la FDS mais d'en extraire les informations relatives aux équipements de protection individuelle (EPI) et de les présenter à l'opérateur dès qu'il manipule un produit (le scan d'une étiquette présente sur le sac de produit déclenche l'affichage des EPI nécessaires sur l'écran du verse-sac).</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant dispose des FDS des produits présents sur son site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de créer un document qui permette de fournir non seulement les informations relatives à l'emplacement, la nature et la quantité des produits stockés mais aussi des précisions sur la rubrique ICPE et les risques associés, en veillant à la lisibilité du format en situation accidentelle.</p> <p>Il est également demandé que l'exploitant établisse un état des stocks des matières combustibles non classées au titre des ICPE, présentes sur son site, tels que: les palettes, les sacs, les déchets, les huiles et graisses de maintenance, ... Pour ces produits, il peut être accepté qu'une valeur forfaitaire, correspondant aux quantités maximales susceptibles d'être présentes sur site, soit indiquée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Plans

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plans</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les plans, en particulier, pour les installations concernées : -les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques, mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ; [...] <p>Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis un document, mis à jour le</p>

25/11/2025, qui récapitule le positionnement des différentes zones à risques dans l'usine de Plouisy.

Ce document permet de positionner sur un plan de masse :

- les principales zones à risques, identifiées par des pictogrammes de dangers (incendie et explosion) ;
- les vannes de coupure de gaz ainsi que la coupure d'urgence de l'alimentation électrique ;
- les colonnes sèches ;
- la réserve incendie de 300 m³.

En séance, l'exploitant a précisé que ce plan n'était actuellement disponible qu'au format informatique.

L'inspection constate que l'exploitant a correctement réalisé le travail d'identification des principales zones à risques de son établissement mais que celui-ci n'est pas facilement accessible, notamment en heures non ouvrées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de prendre contact avec le SDIS afin de définir avec ce service, l'emplacement et la forme sous laquelle les informations nécessaires à leur intervention, dont le plan des zones à risques, devront être mises à sa disposition, que ce soit en heures ouvrées ou en heures non ouvrées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Surveillance des installations et formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Culture de sécurité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

Constats :

Ce point a déjà été vérifié lors du contrôle réalisé le 05/10/2023 au cours duquel l'exploitant

n'avait pu présenter les éléments justifiant du respect de cette prescription.

Suite à cette inspection, l'exploitant avait transmis le descriptif de la formation « Prévention des risques incendie et explosion de poussières en silo », présentée en octobre 2023, ainsi que les attestations ayant été délivrées aux stagiaires.

Cependant, depuis cette date, certains personnels de la société Nutréa Nutrition Animale ont changé.

Le 11/03/2026, l'exploitant a présenté le logiciel Talentsoft utilisé par le service RH pour gérer la planification et le suivi des formations initiales ou des recyclages des personnels.

L'inspection constate que les nouveaux arrivants disposent bien d'un plan de formation concernant les risques de stockage en silo, déjà réalisé ou programmé à courte échéance.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que ses personnels étaient également formés aux risques chimiques des produits manipulés. Cette formation spécifique est réalisée en moyenne une fois tous les trois ans par le vétérinaire du groupe qui présente, notamment, les dangers des médicaments utilisés pour la fabrication.

Selon les éléments communiqués lors de la présente inspection, cette formation n'est toutefois pas intégrée par l'exploitant au tableau de suivi présenté sous Talentsoft.

Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection constate que l'exploitant répond à la prescription contrôlée mais que l'organisation interne nécessite la tenue de plusieurs fichiers de suivi des formations, par des services différents, ce qui peut être une source d'erreur ou de manquement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Equipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements à l'origine de départ de feu

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 21/05/2024

Prescription contrôlée :

[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

[...]

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel.

Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]

Constats :

Vu les constats réalisés le 05/10/2023, le Préfet des Côtes d'Armor a signé le 20/02/2024 un arrêté de mise en demeure demandant à l'exploitant de se mettre en conformité vis-à-vis de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 applicable aux silos soumis à autorisation.

L'exploitant a donc réalisé différents travaux, tant sur les installations électriques que sur les dispositifs de protection contre la foudre.

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis les documents, rédigés par des bureaux de contrôle certifiés, qui attestent de la conformité des travaux ayant été réalisés.

Afin de justifier de leur conformité, l'exploitant a présenté à l'inspection un rapport rédigé le 06/03/2026 par Bureau VERITAS.

Ce document indique que :

- toutes les observations identifiées dans les rapports électriques rédigés à l'issue des contrôles menés en 2025 ont été levées (en particulier, celles ayant conduit à la rédaction de certificats Q18 non conformes) ;
- l'exploitant dispose d'une liste actualisée des équipements positionnés dans les zones ATEX de l'entreprise qui a été jugée conforme par le contrôleur ;
- les travaux nécessaires à la remise en conformité des dispositifs de protection contre la foudre ont été réalisés ;
- le rapport de vérification de la continuité des liaisons équipotentielles au niveau des équipements métalliques de l'usine a été présenté et les travaux de mise en conformité ont été réalisés.

Compte tenu des éléments présentés dans ce rapport, l'inspection constate que le bureau de contrôle spécialisé estime que l'exploitant :

- répond aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie ;
- est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre ;
- met en œuvre les équipements adaptés vis-à-vis du risque d'explosion.

En conséquence, l'inspection propose à M. Le Préfet des Côtes d'Armor de lever la mise en demeure ayant été signée le 20/02/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de fonctionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Lors du contrôle réalisé le 05/10/2023, l'inspection avait constaté que certaines opérations de maintenance, réalisées sur les équipements de l'usine, n'apparaissaient pas dans les tableaux de suivi mis en place par l'exploitant.</p> <p>Le 11/03/2026, l'exploitant a présenté à l'inspection la nouvelle GMAO ayant été installée sur le site de Plouisy.</p> <p>En particulier, l'inspection a constaté que, dans cet outil, chaque matériel était référencé et que le détail des dispositifs de sécurité associés apparaissait de façon explicite (contrôle de rotation, de bourrage, ...).</p> <p>L'exploitant a précisé que le programme de maintenance préventive des matériels avait été défini en interne, sur la base des données constructeur et du retour d'expérience de l'entreprise et que l'outil informatique permettait de transmettre les alertes indiquant la nécessité de la réaliser.</p> <p>L'inspection a également constaté que cet outil permettait de tracer chaque défaut détecté ainsi que les actions ayant permis de le résoudre, que ce soit par du personnel de l'entreprise ou par un prestataire extérieur.</p> <p>L'inspection a également vérifié par sondage que l'exploitant conservait les plans de prévention rédigés dans le cadre d'une intervention extérieure (présentation du plan de prévention correspondant aux travaux électriques réalisés par la société Le Du le 25/02/2026).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention et détection des points chauds

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention et détection des points chauds
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>Le élévateurs, transporteurs, moteurs, ... sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement.</p> <p>Ces dispositifs sont installés en particulier sur :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - les arbres de poulies de queue des élévateurs et transporteurs à bande (contrôle de vitesse de rotation), - les moteurs électriques d'une puissance supérieure à 15 kW (disjoncteurs) ; - les têtes et pieds d'élévateurs et les transporteurs (détecteurs de bourrage) ; - les élévateurs à godets ; - les dispositifs d'aspiration d'air poussiéreux. <p>Tout incident devra pouvoir être signalé sur le ou les tableaux de commande des installations. Au-delà d'un seuil explicitement défini par l'exploitant, l'arrêt des installations situées en amont de la chaîne est déclenché.</p> <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Le 11/03/2026, l'inspection a visité l'usine de fabrication d'aliment pour animaux et a contrôlé, par sondage, la présence de dispositifs de sécurité sur différents matériels.</p> <p>Les constats suivants ont été faits :</p> <ul style="list-style-type: none"> • transporteurs à chaîne TC9 bis et TCM1 : présence d'un capteur de passage de matière et d'un contrôle de bourrage, • tamiseur : présence d'un capteur de départ, • broyeur 3 : équipé d'un épierreur et d'un aimant, d'un variateur de vitesse et d'un capteur de température sur les paliers, • presse : présence d'un capteur de température, • élévateur EL3 : équipé d'un contrôle de rotation et d'un contrôle de bourrage. <p>En particulier, un défaut a été simulé au niveau du transporteur TCM1.</p> <p>L'inspection a constaté que celui-ci entraînait très rapidement l'arrêt de la chaîne de production et qu'il était immédiatement signalé au niveau des écrans de supervision, positionnés dans la salle de commande.</p> <p>De même, l'inspection a observé que l'historique de cet incident était correctement tracé au niveau de la GMAO (heure de déclenchement du défaut, identification du lieu précis de celui-ci puis identification de l'action ayant permis de le régler).</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Transporteurs à bandes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Transporteurs à bandes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de flamme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 11/03/2026, l'exploitant a indiqué qu'il ne disposait pas de document attestant de la conformité des bandes les plus anciennes. En revanche, la facture correspondant à la bande achetée le 05/12/2022 pour le transporteur TB03 indique explicitement que celle-ci est conforme aux normes EN 13463.1 (conformité vis-à-vis du risque ATEX), ISO 340.2004 (conformité vis-à-vis</p>

de l'inflammabilité) et ISO 284 (conformité vis-à-vis de la conductibilité électrique).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de fournir le justificatif de non propagation de flamme de la bande des transporteurs concernés en se rapprochant si besoin du fabricant. Dans le cas où ces justificatifs ne pourraient pas être fournis, l'exploitant doit procéder à un changement des bandes de telle sorte à garantir le respect de la prescription réglementaire et transmettre à l'inspection, les justificatifs des modifications apportées aux équipements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Le 11/03/2026, l'exploitant a indiqué qu'un contrôle hygiène était réalisé 1 fois par mois dans l'ensemble de l'usine afin d'identifier les zones nécessitant un entretien plus approfondi. Par ailleurs, il a également présenté un enregistrement sur lequel étaient décrits les postes devant être nettoyés et les initiales de la personne ayant réalisé l'entretien. Au cours de la visite de terrain, l'inspection a constaté que les croix servant à l'appréciation du degré d'empoussièrement étaient bien visibles. Toutefois, sur certains équipements, le numéro d'identification disparaissait sous un dépôt de poussière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu du constat présenté ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant à maintenir sa vigilance vis-à-vis à l'empoussièrement des espaces de travail.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

